

Le Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE a le plaisir de vous inviter à participer à sa Journée de la fiscalité et du développement, à l'issue de la réunion plénière du Cadre Inclusif.

29 janvier 2021 • 12.30 – 16.30 CET

Heure	Salle 1 S'inscrire ici	Salle 2 S'inscrire ici	Salle 3 S'inscrire ici
12.30-13.30	BEPS et les industries extractives: l'incidence des nouvelles initiatives de soutien technique d'ATAF, IGF et de l'OCDE	Développement des capacités dans la lutte contre la délinquance fiscale	Apprentissage en ligne et formation virtuelle à l'époque du Covid-19 et au-delà
13.30-14.30	Harmoniser les statistiques des recettes publiques afin de soutenir la mobilisation des ressources intérieures	De quelle manière la numérisation peut-elle apporter un appui efficace à l'administration fiscale?	Mise à jour des travaux de la plateforme pour la collaboration fiscale (PCT)
14.30-15.30	TVA: apporter un soutien aux pays en développement en matière d'imposition du commerce numérique	Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF): les prochaines étapes	Éducation du contribuable: une composante à part entière du civisme fiscal
15.30-16.30	La mobilisation des ressources intérieures à l'appui du financement de la santé	Mise en œuvre de BEPS: faire évoluer les besoins liés au développement des capacités afin de relever les défis de l'après Covid	Promouvoir la transparence en matière d'exonérations fiscales concernant les biens et les services subventionnés

L'événement fournira une mise à jour sur certaines des initiatives pratiques du Centre visant à **renforcer la capacité fiscale** et à améliorer la politique fiscale et la conformité dans les pays en développement.

Toutes les séances sont ouvertes **aux délégués du Cadre Inclusif** ainsi qu'à **d'autres parties prenantes** et auront lieu **virtuellement sur Zoom**.

Pour vous inscrire, consultez **l'ordre du jour** et cliquez sur les liens indiqués en-dessous de chaque salle. Chaque participant peut s'inscrire à plusieurs séances et changer de salle au bout d'une heure.

Veuillez noter que l'interprétation en français sera disponible.



© Shutterstock.com/MintArt

[Pour plus d'information:](#)

 <http://oe.cd/IFreunion2021>

 TaxandDevelopment@oecd.org

 @OECDTax

BEPS et les industries extractives : les répercussions des nouvelles initiatives d'assistance techniques d'ATAF, d'IGF et de l'OCDE – Salle 1 - 12h30-13h30

Cette séance abordera la manière dont l'OCDE, le Forum des administrations fiscales africaines (ATAF) et le Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les métaux et le développement durable (IGF) apportent leur soutien aux pays en développement dans leur lutte contre l'évasion fiscale dans le domaine du secteur minier. Nous établirons un diagnostic des obstacles principaux auxquels les pays en développement riches en minerais sont confrontés lorsqu'il s'agit de percevoir leur juste part d'impôts provenant des projets d'extraction minière. S'ensuivra une discussion sur un cas pratique sur la manière dont nous abordons ces défis, grâce à des témoignages de Mongolie et de Zambie, deux partenaires de notre programme d'exploration. Nous clôturerons les débats par l'exposé de nos objectifs et projets pour 2021 et au-delà.

Harmoniser les Statistiques sur les recettes fiscales afin de soutenir la mobilisation des ressources intérieures – Salle 1 – 13h30-14h30

Cette session présentera les *Statistiques mondiales sur les recettes fiscales*, qui produisent des statistiques harmonisées de grande qualité sur les recettes fiscales dans 110 pays d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes, et des pays de l'OCDE. De hauts fonctionnaires de l'OCDE, de pays participants et d'organisations partenaires débattront de la manière dont cette initiative soutient les pays en développement dans la production et l'utilisation de statistiques harmonisées visant à informer des réformes de politique fiscale et des efforts déployés en matière de mobilisation des ressources intérieures.

TVA : soutenir les pays en développement en matière de fiscalité du commerce numérique – Salle 1 – 14h30-15h30

Cette session se concentrera sur les activités de renforcement des capacités de l'OCDE et de ses partenaires pour consolider le fonctionnement de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dans les pays en développement. Une des priorités de ces travaux consiste à soutenir la réforme de manière à veiller à ce que la TVA soit collectée sur les ventes du commerce en ligne en rapide augmentation. Ces ventes demeurent souvent non taxées dans les pays en développement, dont les systèmes de TVA, bien souvent, ne sont pas prêts à faire face aux enjeux que présente le commerce électronique. La nouvelle vague d'achats en ligne qui a suivi la crise du COVID-19 a rendu le contexte de la réforme de la TVA encore plus délicat. Cette session abordera l'élaboration d'outils numériques régionaux en matière de TVA (pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le sud-est asiatique et l'Afrique) et présentera des actualisations des autres initiatives de formation et de renforcement des capacités en termes de conception et d'administration de la TVA. Les partenaires de l'OCDE pour le renforcement des capacités en matière de TVA partageront leurs points de vue et expériences.

Mobilisation des ressources intérieures pour aider au financement de la santé – Salle 1 – 15h30-16h30

La pandémie de COVID-19 a attiré l'attention sur les besoins de financement de la santé effectifs et durables. Cette séance présentera les récents travaux de l'OCDE, en collaboration avec le Fonds mondial, visant à renforcer le rôle et l'établissement de taxes pour financer les systèmes de santé, examinera le rôle à la fois des réformes fiscales en général et de celles sur la santé. Cette session se penchera également sur le rôle de l'économie informelle, une question clé dans de nombreux pays à la fois pour le financement et l'accès aux systèmes d'assurance santé obligatoires.

Développement des capacités dans la lutte contre la délinquance fiscale - Salle 2 – 12h30-13h30

Cette séance abordera les efforts de développement en termes de mise en place de la stratégie et de renforcement des capacités menés par le Groupe d'action de l'OCDE sur les délits à caractère fiscal et autres délits (TFTC). Après une introduction par le Secrétariat du TFTC, trois intervenants discuteront de leur expérience pratique de l'utilisation de ces outils dans leur travail quotidien. L'Argentine partagera ses impressions au sujet des répercussions qu'ont les académies internationales de l'OCDE vis-à-vis des enquêteurs fiscaux et financiers en Amérique latine et dans les Caraïbes; puis ce sera au tour de l'Ouganda, qui abordera les effets positifs du programme « Inspecteurs des impôts sans frontières – enquêtes pénales » dans la lutte que mène l'Ouganda contre la délinquance fiscale. Pour terminer, l'Université de Coventry, au Royaume-Uni, expliquera comment les 10 Principes internationaux de lutte contre la délinquance fiscale sont devenus la norme dans d'autres initiatives visant à renforcer les travaux contre les flux financiers illicites.

De quelle manière la numérisation soutient-elle efficacement l'administration fiscale ? - Salle 2 – 13h30-14h30

Cette séance examinera quel soutien et quelles orientations seraient utiles aux fonctionnaires des administrations fiscales des pays en développement qui envisagent des projets de numérisation, en s'appuyant sur les travaux du Forum de l'OCDE sur l'administration fiscale. Le secrétariat de l'OCDE fera une présentation suivie d'une discussion en panel avec des représentants du Kenya et de l'Indonésie ainsi que du Forum des administrations fiscales africaines (ATAF).

Prochaines étapes de l'initiative Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF) – Salle 2 – 14h30-15h30

Inspecteurs des impôts sans frontières (IISF) est une initiative conjointe de l'OCDE et du PNUD, lancée en 2015 pour soutenir les pays en développement dans leur lutte contre l'évasion fiscale au sein des entreprises multinationales (EMN), grâce à une approche unique d'apprentissage par la pratique.

En dépit de la crise du COVID-19, les parties prenantes IISF ont poursuivi leurs programmes en s'adaptant aux restrictions de voyage par-delà la planète. L'initiative est maintenant en mesure de capitaliser sur le modèle qui a fait son succès en élargissant le renforcement des capacités au-delà du contrôle des multinationales pour passer à de nouveaux programmes pilotes qui se concentrent sur les enquêtes de délinquance fiscale, sur l'utilisation effective de l'échange automatique de renseignements, sur les contrats liés à la fiscalité des ressources naturelles et sur l'environnement et la fiscalité.

Mise en place de BEPS : changer les besoins en termes de développement des capacités afin de répondre aux enjeux post COVID et au-delà – Salle 2 – 15h30-16h30

Cette séance exposera l'expérience de l'OCDE en matière de soutien au renforcement des capacités sur les questions liées au BEPS dans les pays en développement. Des participants du Brésil, du Ghana, du Honduras, de la Mongolie et de la Tunisie partageront leurs expériences et expliqueront de quelle manière la conjoncture liée au COVID-19 façonne de nouvelles priorités en termes de recettes fiscales et comment le développement des capacités pourrait être amené à changer.

Apprentissage en ligne et formation virtuelle sur la fiscalité pendant la crise du Covid-19 et au-delà – Salle 3 – 12h30-13h30

Cette séance abordera les enjeux et les opportunités que présente le COVID-19 en matière de renforcement des capacités. Suivront une présentation par l'Espagne sur la formation virtuelle, ainsi qu'une synthèse de l'offre relative au développement des capacités en ligne de l'OCDE en matière de fiscalité internationale. Les activités de formation et les outils disponibles dans le contexte du Programme des relations internationales sur la fiscalité (PRI) seront présentés, l'accent étant mis sur l'apprentissage en ligne et les classes virtuelles. Les représentants des pays et les autres parties prenantes auront la possibilité d'apporter leurs contributions et retours d'informations, y compris par le biais de questionnaires interactifs, qui leur permettront de se tenir informés des activités du PRI dans le futur.

Actualisation des travaux sur la Plateforme de collaboration sur les questions fiscales (PCT) – Salle 3 – 13h30-14h30

La Plateforme de collaboration sur les questions fiscales (PCT), une initiative conjointe de l'IMF, l'OCDE, les Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale, encourage l'action collective pour des systèmes fiscaux plus forts dans les pays en développement et émergents. Au cours de cette séance, la PCT présentera les principaux points culminants et actualisations de ses travaux en 2020 y compris les outils techniques, les événements de sensibilisation et les ressources déployées par la PCT. Cette présentation comprendra également un aperçu du programme de travail de la PCT en 2021.

Éducation du contribuable : une composante à part entière du civisme fiscal – Salle 3 – 14h30-15h30

Le rapport de 2019 sur le civisme fiscal a souligné le rôle de l'éducation du contribuable dans l'amélioration du civisme fiscal. S'il est vrai que la plupart des pays disposent d'initiatives d'éducation du contribuable, assez peu d'analyses sont menées au sujet de ces programmes. Afin de contribuer à combler cette lacune, l'OCDE a mené une étude portant sur 50 pays en collectant des données sur plus de 140 initiatives. Cette séance proposera une analyse préliminaire de cet ensemble unique de données, mettra l'accent sur les différents types d'initiatives menées et sur les meilleures pratiques visant à en accroître la portée. Cette séance présentera également l'une de ces initiatives, Accounting and Tax Support Centre, (centre de soutien à la comptabilité et à la fiscalité), présente dans de nombreux pays d'Amérique latine.

Promouvoir la transparence des exonérations fiscales des biens et services subventionnés – Salle 3 – 15h30-16h30

Le programme d'action d'Addis Abeba encourage les pays à « envisager de ne pas demander d'exemptions fiscales sur les biens et les services fournis en tant qu'apport de gouvernement à gouvernement ». Cette session examinera la raison pour laquelle de telles exonérations représentent un problème, la manière dont une transparence renforcée peut aider les pays à mettre en place les engagements pris à Addis Abeba, et le rôle que l'OCDE va jouer en termes de soutien de cette transparence. Les Nations Unies présenteront également des orientations récemment élaborées et destinées à soutenir les pays dans l'appréhension et la négociation d'accords sur le traitement fiscal de l'aide de gouvernement à gouvernement.